

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°25 - VENDREDI 13 FÉVRIER 2009

Européennes : Espoirs unitaires cherchent partenaires multiples

Tout va se jouer dans les jours à venir. L'enjeu du scrutin de juin prochain, c'est le rassemblement de toutes celles et ceux qui ont permis la victoire du «non» de gauche en 2005. L'enjeu, c'est de proposer l'Europe que nous voulons. L'enjeu, c'est de constituer un front de gauche, anticapitaliste, crédible et durable pour que vive une *gauche de gauche* en France et en Europe. L'enjeu, c'est de sortir chacun de son précarré socialiste, trotskiste, communiste, alternatif, écologiste, libertaire et de faire dynamique commune.

Pour l'heure, le paysage pré-électoral de la gauche de gauche est morose. D'un côté, le Front de gauche qui vise un rassemblement le plus large possible «*sans préalable, ni condition*» – et dont les premiers meetings à Montpellier et Marseille ont rencontré un écho militant très favorable, de l'autre côté, le front anticapitaliste que le NPA veut durable, prônant l'indépendance avec le Parti socialiste et la sortie du nucléaire. Ce second point apparaît clairement comme un prétexte –visant le PCF– pour compromettre toute perspective d'alliance aux européennes. Il y a une différence entre la recherche d'une cohérence stratégique sur le moyen terme et le conditionnement de toute alliance pour les européennes à son existence préalable.

Aussi, Alain Krivine, tout jeune membre du NPA, donne le ton : le «*NPA et LO sont dans le même camp*» opposant et réduisant ainsi le PCF et le PG à la seule ambition de vouloir «*humaniser le capitalisme*». La messe est dite. Dont acte. Il faudra alors parier sur la nouvelle génération montante et les coups de gueule des unitaires du NPA pour espérer malgré tout un sursaut. Quelques initiatives locales de militants du NPA s'adressant au PG et au PCF laissent croire que tout est encore possible. On veut y croire...

La Fédération, qui a réussi son *coming out* à Montreuil vendredi 6 février, a d'ores et déjà demandé rendez-vous avec le NPA d'une part et le Front de gauche d'autre part en vue d'une union de tout l'arc de la *gauche de gauche* aux européennes, ainsi que Denis Sieffert l'appelle de ses vœux (lire dans ce numéro). Alors le NPA s'en tiendra-t-il à sa ligne de fermeture ? Le Front de gauche va-t-il se donner les moyens d'être autre chose qu'un tête-à-tête PC-PG ? Soyons acteurs de ces débats pour qu'une autre Europe soit possible.

● GILLES ALFONSI ET PIERRE JACQUEMAIN

LE MERLE MOQUEUR

On ne peut que s'inquiéter et, bien sûr, s'offusquer d'un gouvernement qui, en Guadeloupe et en Martinique, refuse de s'immiscer dans les relations entre patronat et syndicats, et qui néanmoins, dans la Métropole, voit dans la réunion du 19 février la haute pierre de son désamorçage de crise. Les syndicats de la Métropole, puisqu'il en va ainsi, auront donc à charge le 19 février de rappeler au chef de l'Etat que «la vie chère» qui touche nos DOM est un tsunami qui, partant des antipodes, touchera bientôt nos côtes. Avis de tempête sur tous les départements. ●

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

- [Fédération Acte 1 : échos](#)
- [Fédération et Européennes](#)
- [Gaza - et maintenant ?](#)
- « [Sarkoland - Réactions](#) »

Valérie Pécresse est sur la sellette. La mauvaise gestion du conflit avec les enseignants-chercheurs, le mépris affiché à l'égard des universitaires-grévistes et surtout le contenu de la réforme sont en cause. Au cœur du projet de la ministre, modification du statut des enseignants-chercheurs, réforme des concours de l'enseignement et réduction des postes. Ils étaient près de 80 000 à manifester la semaine dernière. Aujourd'hui les étudiants votent la grève –campus après campus– pour accompagner et soutenir la mobilisation qui se radicalise. Décryptage.

Construire une université pour tous ou pour quelques-uns ?

Le bras de fer engagé par le mouvement des personnels, enseignants-chercheurs et étudiants face à Valérie Pécresse sera politiquement déterminant et aura des conséquences bien au-delà du microcosme universitaire. Que le grand public habitué à voir les « facs en grève » ne s'y trompe pas, l'issue du mouvement en cours dépasse largement la simple question des heures de service qu'auront à effectuer les enseignants-chercheurs au sein de l'université.

Qu'est-il en jeu exactement ?

Depuis son arrivée au gouvernement, Valérie Pécresse mène, en collaboration avec Bernard Belloc, conseiller spécial à l'Elysée pour les questions d'enseignement supérieur et de recherche, un re-découpage à grande échelle de la carte universitaire française. A coup de « Plan Campus » et de subventions exceptionnelles, ils entendent bâtir une « Ivy League » à la française en faisant émerger « 10 pôles d'excellence », sur le modèle des « campus américains ». La carte universitaire française était jusqu'ici marquée par un maillage du territoire important, la France comptant plus de 82 universités. Par touches suc-

cessives (mise en place de l'autonomie de gestion avec la LRU, concentration géographique des moyens par le biais des Pôles de recherche – PRES – et aujourd'hui par ce décret sur le statut des enseignants chercheurs), Valérie Pécresse entend casser l'héritage d'une relative démocratisation de l'enseignement supérieur

Aucune aide n'est prévue pour permettre aux étudiants de financer une mobilité géographique et l'accès à ces



campus d'excellence dont les frais d'inscription augmenteront à très court terme. Couplé à une stratégie de financement de la recherche au coup par coup (que garantit le démantèlement du CNRS et le financement de projets mixtes avec le privé via l'ANR, une nouvelle agence de moyens), ce redéploiement de la carte universitaire française aura des conséquences à très court terme sur les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur pour une importante partie de la population. Les enseignants-chercheurs qui se mobilisent aux côtés des étudiants ne pourraient se satisfaire d'un simple retrait du décret. La coordination nationale des universités (réunie pour la troisième fois à la Sorbonne le mercredi 11 février) fédère la plupart des tendances syndicales et politiques qui traversent l'université française. Elle en appelle à la suspension des réformes en cours et au lancement d'un grand plan national de création de postes.

● **S.L. MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN SOCIOLOGIE**

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com
Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain
Queues de Cerises : Michèle Kiintz,
Philippe Sterlin, Roger Martelli,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant
Avec la collaboration de Martov

LES INTERVIEWS DE CERISES ...

FRÉDÉRIC NEYRAT, MAÎTRE DE CONFÉRENCES, CO-AUTEUR DE *UNIVERSITAS CALAMITATUM*

En 2003, en pleine réforme du LMD, vous écriviez avec le collectif Abélard, *Universitas Calamitatum* : Le livre noir des réformes universitaires (1), Qu'est-ce qui a changé dans les universités depuis ?

A l'époque, nous faisons figure de mauvais prophètes. Le LMD était perçu le plus souvent positivement par les étudiants (même si un mouvement d'opposition à cette réforme s'était développé, il restait confiné) comme par les enseignants. Il faut dire que les promoteurs du processus de Bologne (la façon dont on nomme le LMD à l'échelle européenne) avaient été habiles, insistant par exemple sur l'élargissement des possibilités de mobilité des étudiants.

Or, ce que nous avons évoqué de plus noir est advenu, plus rapidement encore que ce que l'on imaginait à l'époque. Comme par exemple l'instrumentalisation des savoirs, passés au crible de la « compétence ». Ou la transformation de l'université en (petite) entreprise et de son président en petit patron (il reste faible par rapport au ministre), localement tout puissant.

Qu'est-ce qui est remis en cause aujourd'hui avec la loi Pécresse ?

La loi Pécresse, c'est la loi LRU (libertés et responsabilités des universités) et toute une série de textes d'accompagnements (comme le « plan réussite en licence » ou ce fameux décret réformant le statut des enseignants-chercheurs). En réalité, on prête beaucoup à Pécresse, trop si l'on songe que la LRU prolonge en réalité le LMD lancé par Claude Allègre. Et ce qu'elle met en œuvre aujourd'hui était dans les tuyaux des « modernisateurs » depuis quelques années. La question universitaire faisait jusqu'il y a peu l'objet d'un consensus entre gauche et droite de gouvernement. Un an avant la LRU, pratiquement toute la LRU, sous forme de préconisations, est présente dans le rapport parlementaire sur « la gouvernance des universités dans le contexte de la LOLF » (Assemblée nationale n°3160) rédigé par les députés socialiste, Alain Claeys, et UMP, Michel Bouvard. En fait, une partie de la gauche est devenue très libérale en matière d'enseignement supérieur. Par exemple, les conseillers de Ségolène Royal sur ce dossier, pendant la campagne présidentielle, se faisaient les chantres d'une augmentation massive des droits d'inscription, accompagnée, il faut le reconnaître, de quelques mesures « sociales » !

A votre avis, pourquoi le mouvement se radicalise-t-il (on parle de « grève illimitée ») ?

Le mouvement se radicalise en effet. L'ultimatum de la coordination nationale des enseignants chercheurs (le 2 février l'université s'arrête) est sous ce rapport révélateur. La radicalisation se traduit aussi dans les formes d'action choisies. Plus spectaculaires. Comme ces cours « sauvages », dans des lieux publics par exemple. Ou les lancers de savates, à l'irakienne. Les universitaires ne sont pas coutumiers de ce type d'interventions.

La radicalisation des enseignants-chercheurs est à la mesure de la déception d'un certain

Ce que nous avons évoqué de plus noir est advenu... Comme l'instrumentalisation des savoirs ou la transformation de l'université en (petite) entreprise et de son président en petit patron.

nombre d'entre eux, qui avaient joué le « jeu » de la réforme, faisant crédit aux ministres successifs de l'Enseignement supérieur de leurs intentions louables. Ils découvrent la machinerie d'un dispositif qui a pour vocation première de mettre en concurrence les universités et de ravalier au statut de collèges universitaires les moins puissantes d'entre elles.

Mais la radicalisation est aussi une réponse à la radicalisation gouvernementale. Radicalisation dans le mépris, et l'ignorance, manifeste dans le discours présidentiel du 22 janvier (lancement d'une prétendue stratégie nationale de recherche et d'innovation). Ce discours a accentué, sans conteste, la mobilisation. Radicalisation dans l'autisme ministériel aussi. Valérie Pécresse n'entend pas la communauté universitaire, ne voit pas que les présidents d'université, majoritairement en tout cas, ne parlent plus en son nom.

S'agit-il d'un mouvement isolé de quelques professeurs ou bien toute la communauté scientifique est-elle mobilisée ?

Il y avait eu, dès 2003, la mobilisation des chercheurs des grands organismes, sous l'égide de SLR. Une partie des enseignants-

chercheurs des universités s'y était jointe. Aujourd'hui, c'est encore la défense de la recherche qui est en jeu. Les enseignants-chercheurs refusent en particulier d'être transformés en enseignants non chercheurs par leurs présidents d'université désormais en mesure de moduler localement les services. Et ce refus est large, dépasse les clivages traditionnels, disciplinaires comme politiques. La mobilisation des professeurs de droit, même dans les temples de l'apolitisme (forcément politique) universitaire, comme par exemple Paris 2 Assas, est particulièrement significative

Qu'en est-il de la mobilisation étudiante ? Sont-ils concernés et vont-ils suivre votre mouvement ?

La mobilisation étudiante s'étend rapidement. Les étudiants avaient été précurseurs en ce domaine, montrant l'année dernière tous les dangers de la LRU, se mobilisant fortement. Ils ont bien vu que la réforme du statut des enseignants-chercheurs réduirait la qualité de l'enseignement dispensé dans un certain nombre d'universités. Ils sont aussi directement touchés par la réforme calamiteuse des concours de recrutement des enseignants du premier et second degré (ce que l'on appelle la « mastérisation des concours »). Et comme tout cela s'accompagne, première année d'autonomie, de suppressions de postes d'enseignants comme de personnels Biatoss (administratifs, personnels techniques et de service)...

L'université de Limoges est l'une des premières universités de France à s'être « autonomisée ». Quelles sont les premières conséquences de cette autonomisation sur votre campus ?

Le président de l'université de Limoges a devancé l'appel, joué aux bons petits soldats. Une attitude difficile à comprendre alors que cette université, de taille moyenne (14 000 étudiants), pluridisciplinaire, ne parviendra jamais à se faire reconnaître comme une université d'excellence. L'autonomie est d'abord financière et, en la matière, c'est le flou le plus total. Plus de souplesse dans la gestion des moyens promettait-on... En réalité, c'est seulement l'autonomie de décider localement des coupes budgétaires imposées par le ministère qui, symboliquement, dès la première année, a supprimé des postes !

● **Propos recueillis par Pierre Jacquemain**

(1) Editions du Croquant, collection savoir/agir, 2003.

Unité dans la diversité pour faire gagner la gauche de transformation

Adresse de Denis Sieffert lors du meeting du Front de gauche de Marseille, le 10 février.

Ne pouvant, hélas, être avec vous ce soir, je vous adresse ces quelques mots au nom de l'Appel de *Politis*. J'ai participé la semaine dernière au meeting de Montpellier qui a été un plein succès. Je suis sûr que le meeting de Marseille va poursuivre et amplifier la dynamique unitaire que nous souhaitons tous. Je me garderai ici de faire l'analyse de la situation économique, sociale et politique. D'autres le feront avec talent et pertinence. Je veux seulement souligner que créer une véritable alternative politique est une urgente nécessité, non seulement en vue des échéances électorales, mais pour donner perspectives et espoir au mouvement social. Depuis le 14 mai dernier, date à laquelle nous avons lancé notre Appel « l'Alternative à gauche, organisons-là ! », et depuis la réunion nationale des signataires de l'Appel, qui s'est tenue le 11 octobre à Gennevilliers, le paysage politique a bien changé. Le Parti de gauche s'est créé. Le parti communiste a donné dans son comité national du 24 octobre des signes d'ouverture très encourageants, le NPA s'est constitué, ainsi qu'une

Fédération qui regroupe notamment les Alternatifs, les Collectifs unitaires, Alter Ekolo, Ecologie solidaire et l'Association des Communistes unitaires. On nous a souvent demandé si cela était conforme à notre souci d'unité. La réponse est oui, mille fois oui. Nous n'avons jamais rêvé d'uniformité. Nous voulons l'unité.

Nous n'avons jamais rêvé d'uniformité. Nous voulons l'unité. La question n'est pas le nombre des organisations, mais le souci d'ouverture de chacune d'elles.

Une unité dans le respect de la diversité des cultures, et des histoires. Vive cette diversité donc ! Et ce dynamisme nouveau. La question n'est pas le nombre des organisations. La question réside dans le souci d'ouverture de chacune d'elles. Un souci d'ouverture à d'autres nécessités de l'époque et, en particulier, à l'écologie pour tous ceux qui viennent d'une tradition sociale. A cet égard, ce que nous avons entendu à Montpellier notamment est très encourageant.

Mais la politique n'est jamais abstraite. L'échéance des élections européennes du mois de juin est une formidable occasion de concrétiser nos souhaits d'unité. Non seulement un très bon score des listes unitaires de la gauche sociale et écologiste, pour une autre Europe, constituerait une réponse démocratique à tous ceux qui ne veulent tenir aucun compte du suffrage populaire du 29 mai 2005, mais il créerait en plus une dynamique pour la suite. Ce serait un formidable point de départ pour créer un front de la vraie gauche, la gauche de transformation sociale. C'est pourquoi, nous nous félicitons que la plupart des forces de cette vraie gauche soit là ce soir, côte à côte. Et c'est pourquoi, nous nous adressons aussi aux absents, nos amis de la majorité du NPA dont nous connaissons les réticences. Il serait pour le moins paradoxal, au nom du refus de tout compromis futur avec le Parti socialiste, de couper les ailes à la liste dont les élus ne rallieront pas le Parti socialiste européen, partisan du traité de Lisbonne ! Et ce serait donner un signe négatif au moment où nous avons tous besoin d'unité et d'espoir. Car rien ne nous divise sur le fond. Et c'est cela l'essentiel !

PARI RÉUSSI POUR LA FÉDÉRATION

Près d'un millier de personnes se sont retrouvées vendredi 6 février à Montreuil pour jeter les bases d'un regroupement de divers courants de la gauche de gauche. Pour les accueillir un bar avait été prévu (grande affluence) ainsi que des stands de journaux (*Politis* et *Regards*), de mouvements (Communistes unitaires avec *Cerises*, les *Alternatifs*, *Utopia*...). Sur les murs, des banderoles réclamant la régularisation des sans-papiers d'une entreprise de nettoyage, une autre dénonçant l'omniprésence policière. Le meeting

peut commencer. Claire Villiers rappelle les origines et les objectifs de ce qui s'ébauche ce soir : donner vigueur politique à une contestation sociale. Une table ronde réunit des acteurs de luttes récentes, en faveur des services publics, pour le logement, pour les quartiers populaires, pour la régularisation des sans papiers. Ces militants, souvent jeunes, ont une parole rappieuse. Les bases sont plantées sans ménagement. La distance entre générations, avec les quartiers est donnée à voir, à penser. La Fédération, qui veut réunir différentes traditions politiques pour penser et construire un autre

avenir, sait à quoi s'en tenir : il faut faire avec de nouveaux acteurs, sur de nouvelles thématiques. En alternance avec des chansons, des petits films « poétique », les différents courants de la fédération expriment chacun leur raisons d'être là. Plusieurs députés et élus franciliens vont participer à ce qui n'est pas encore un échange. Qu'à cela ne tienne le désir est là. Clémentine Autain le dit avec ses mots à elle en conclusion de la soirée. Il faut penser la suite. Et donc tirer les leçons de ce qui a été réussi et... loupé. Réussi : la présence visible sur les murs de la capitale grâce à une

À TABLE !

●●● affiche bien collée et au graphisme efficace. Loupé : un mot d'ordre elliptique « Acte 1, fédérons nous ». Il fallait être très initié pour comprendre le message. Réussi : l'affluence des militants, une participation intéressante d'acteurs du mouvement social (Maya Surdut, Jean Baptiste Eyrault, Mouloud Aounit, Bernard Defaix, Françoise Nay), la présence de nombreux élus (les maires de Nanterre, Saint-Ouen, l'Île-Saint-Denis, Tremblay ; les députés Martine Billard, Jacqueline Fraisse, Patrick Braouezec, François Asensi, les vice-présidents de conseils généraux Jacques Perreux, Pierre Laporte ; les vice-présidents de conseils régionaux Claire Villers, Francine Bavay...), la délégation du Parti de gauche (Eric Coquerel, Claire Debons, Pascale Le Néouannic). Loupé : le renouvellement générationnel. La salle était à l'image

de toute la gauche de gauche, disons expérimentée. Loupée encore : la présence de toute la gauche de gauche avec l'absence du PCF et du NPA.

Réussi: la vigueur des paroles du mouvement social. Loupé : l'articulation tant recherchée avec la politique. Ce fut davantage des successions de paroles qu'un véritable échange. Réussi: la volonté de faire de la politique autrement avec de nouvelles formes d'expressions. Loupé: la maîtrise du timing avec des artistes qui n'ont pu tous s'exprimer et une soirée trop longue.

Réussi: la visibilité de la diversité des membres de la Fédération. Loupé : l'unité de la fédération.

Question à méditer: comment faire vivre la diversité (politique, culturelle, générationnelle, sociale...) en allant au-delà des juxtapositions ?

On attend l'acte 2.

Lors de la réunion du 7 février à Saint-Denis, les quelque 250 militants réunis ont discuté la question des statuts et du fonctionnement de la Fédération. Un document de travail est d'ores et déjà disponible sur le site de la Fédération. Aussi, vous y trouverez les réflexions et discussions en cours au sujet du nom de la Fédération. Rendez-vous donc sur <http://lafederation.org>

- **Mise en place de groupes de travail sur:** 1) Le fonctionnement, mais com-

portant un sous-groupe sur la communication, au sens général, de la Fédération.

2) Quel dépassement du capitalisme ? 3) Les formes d'organisations politiques dont le rapport mouvement social-organisation politique. 4) Quelle capacité de rassemblement contre la politique du gouvernement ? 5) L'international, le contact avec d'autres mouvements et organisations.

- **Tenue d'une université d'été du 27 au 30 août 2009**

COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION pour une dynamique et des listes unitaires aux élections européennes de juin 2009. Le 10 février 2009

A l'occasion de sa rencontre nationale du 7 février, la Fédération a renouvelé son appel à la constitution de listes de large union des partisans d'une Europe sociale, démocratique et écologique, en rupture avec la domination des marchés financiers et la mondialisation libérale, lors du scrutin de juin 2009. La Fédération vient de s'adresser, d'une part, au Parti communiste et au Parti de gauche, d'autre part au Nouveau parti anticapitaliste, afin de leur proposer d'unir leurs forces. Elle leur propose de se rencontrer rapidement pour évoquer les conditions d'une dynamique politique à même de prolonger le « non » de gauche au TCE de 2005, de développer la lutte contre le Traité de Lisbonne et de porter ensemble des exigences anticapitalistes et écologiques en faveur d'une autre Europe. Près de mille personnes ont d'ailleurs exprimé ensemble, lors d'un meeting à Montreuil (93), l'exigence d'une unité de toute la gauche de gauche en juin prochain.

A noter qu'une lettre de la Fédération à l'adresse du front de gauche et du NPA a été envoyée cette semaine en vue d'une rencontre.

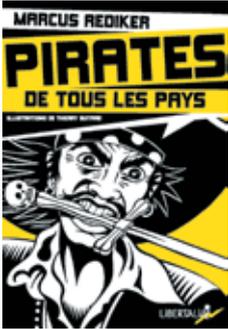
Motion de La Fédération sur La Palestine

Extrait de la motion adoptée par les militant-e-s de la Fédération réunie le 7 février 2009 à Saint-Denis (93)

Nous devons nous opposer à cette dernière guerre coloniale contre le peuple palestinien en mettant en place une nouvelle stratégie basée sur : **1)** le respect et le soutien aux droits nationaux des Palestiniens à un Etat libre indépendant et viable construit sur la base du principe que la paix s'édifie sur la justice et dans le respect du droit à l'autodétermination de son peuple. **2)** l'illégalité de l'occupation et le droit la résistance à l'occupation **3)** la reconnaissance du droit au retour des réfugiés **4)** la consolidation et le renforcement du réseau de solidarité et d'actions urgentes en faveur des Palestiniens **5)** la levée immédiate de l'embargo et du blocus sur Gaza et l'ouverture de tous les points de passage notamment celui de Rafah **6)** la nécessité du dialogue avec tous les représentants palestiniens notamment ceux du Hamas **7)** la création d'une commission d'enquête internationale pour caractériser les crimes de guerre commis par les l'Etat d'Israël à Gaza et ailleurs **8)** la poursuite des criminels de guerre de l'Etat d'Israël devant la Cour pénale internationale ou un tribunal compétent pour juger ces faits, créé spécialement le cas échéant **9)** le démantèlement des colonies, la démolition

du mur colonial d'annexion et d'apartheid et la suppression de toutes les entraves à la libre circulation du peuple palestinien (barrages, check-points...) **10)** le départ de la frégate française et son remplacement par un navire hôpital **11)** la dénonciation de la coopération militaire franco-israélienne et l'exigence de son arrêt immédiat **12)** la rupture des accords de coopération entre l'Europe et l'Etat d'Israël et la mise en place des sanctions prévues **13)** la fin de l'alignement de la politique de la France sur les politiques d'agression des Etats-Unis d'Amérique et de l'Etat d'Israël **14)** le soutien aux campagnes de boycott d'Israël sous toutes les formes possibles **15)** l'organisation de missions en Palestine **16)** l'appui aux efforts déployés pour renforcer l'unité nationale palestinienne sur la base du respect du droit à la résistance du peuple palestinien à l'occupation et du principe que la paix soit édifée sur la justice **17)** le soutien aux mouvements israéliens anticolonialistes **18)** le soutien aux « Femmes en Noir », association de femmes palestiniennes et israéliennes qui luttent ensemble pour la paix.

Retrouvez l'intégralité de la motion sur <http://lafederation.org>



Pirates de tous les pays

«Parias de toutes les nations» ou plutôt, selon la formule latine de l'époque, «*hostes humani generis*»

(«ennemis communs de l'humanité»), le pirate est devenu un des personnages centraux de l'imaginaire marin. Notamment sa figure la plus répandue dans les films et les romans, le flibustier des mers des Caraïbes du début du XVIII^e siècle (Le Jack Sparrow campé avec une élégance baroque par Johnny Deep).

Il constitua aussi un des premiers grands réfractaires au capitalisme, surtout à sa forme embryonnaire présente dans le commerce maritime, notamment d'esclaves, entre le Vieux et Nouveau Monde. Anciens corsaires (bref, des mercenaires), matelots convertis parmi les prisonniers, «nègres» libérés de leurs chaînes, «gauchistes» protestants (anabaptistes, quakers, etc.), voire femmes garçons manqués, les pirates se recrutent parmi les marginaux perdus dans l'immensité atlantique, et ils se réfugient dans les îles encore vierges, vivant d'ivresse et de la rançon des bateaux, quel que soit leur pavillon.

Sans patrie ni règles autres que celles qu'ils se sont fixées, ils refusent un monde en voie de se faire domestiquer par des Etats nations avides d'Empire. La disparition de leur fief des Bahamas en signera d'ailleurs le glas. Marcus Rediker, brillant universitaire américain, s'est plongé au cœur des archives pour en extraire la vision la plus juste possible, loin des images d'Épinal. Des Robin des Bois qui oubliaient juste de redonner aux pauvres, mais qui ne servaient jamais aucun autre souverain que leur bon-vouloir.

MARTOV

Marcus Rediker, *Pirates de tous les pays* : l'âge de la piraterie atlantique 1716-1726, Libertalia, 288 pages, 16 euros

Besancenot a la cote. D'après un sondage *Opinionway* Olivier Besancenot apparaît comme le meilleur opposant à Nicolas Sarkozy (23%) devant la première secrétaire du Parti socialiste (13%) et loin devant Ségolène Royal ou même François Bayrou. Ce même sondage fait également état d'une nette volonté de rassemblement à la gauche de gauche : 60% des sondés plaiderait pour des listes unitaires. A noter que parmi les communistes, 70% d'entre eux y sont également favorables.

Rêve général. Voilà déjà plus de trois semaines que la Guadeloupe garde le cap de la grève générale : une mobilisation exemplaire qui a le soutien de tous les partis de gauche et de la totalité des organisations syndicales. Et pourtant les réponses politiques et sociales se font attendre, au 26^e jour de ce mouvement unitaire et illimité. Ce qu'il y a de scandaleux dans cette affaire, c'est la légèreté avec laquelle le gouvernement suit le dossier. Pareille mobilisation sur le sol métropolitain aurait sans doute très vite suscité une réaction du président de la République. Vraisemblablement, Nicolas Sarkozy n'a pas l'intention d'être omniprésent. Etrange... Soutien aux travailleurs de Guadeloupe, Martinique, Guyane et de la Réunion. Toutes et tous lundi 16 février dans la rue à 18h Place de Clichy. Appel signé par : Alternative Démocratie Socialisme (ADS), Alter-Ekolo, Alternative Libertaire (AL), Association des Communistes Unitaires, Coordination Nationale des Collectifs Unitaires pour une alternative au libéralisme (CNCU), La Fédération, Les Alternatifs, Lutte Ouvrière (LO), Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), Parti de Gauche (PG)

Maïs MON 810. Le débat sur les OGM va sans doute ressurgir avec beaucoup de vitalité. Un rapport du professeur Yvon Le Maho précise que le seul OGM cultivé en France – qui avait fait l'objet d'une suspension de sa culture et de sa commercialisation en février 2008 – ne serait nocif ni pour la santé ni même pour l'environnement. Le propos est rapporté cette semaine par *le Figaro* alors que ces mêmes conclusions avaient déjà été diffusées en juin 2008 (soit donc quelques mois après la décision de geler la com-

mercialisation du maïs Mon 810). Rappelons ici que les faucheurs volontaires accumulent les amendes qui atteignent aujourd'hui 1,5 million d'euros. L'association Sans Gène récolte des fonds pour organiser la solidarité. Rendez-vous sur <http://sans-gene.org>

Appel intersyndical. L'intervention télévisée du président de la République a été marquée par la force de la mobilisation du 29 janvier. Cependant les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA considèrent que les réponses apportées jusqu'à présent restent loin des attentes et des exigences portées par la mobilisation du 29 janvier et leur déclaration intersyndicale du 5 janvier. L'annonce d'une réunion des partenaires sociaux le 18 février avec la formulation d'un certain nombre de pistes constitue un élément important. Mais malgré un changement de ton, le président de la République maintient pour l'essentiel ses orientations en matière de politique économique et sociale. Les organisations syndicales attendent de la réunion du 18 février que le gouvernement apporte des réponses concrètes et engage les discussions nécessaires à l'ensemble des revendications de la déclaration intersyndicale. Elles attendent également que le patronat prenne ses responsabilités. C'est pourquoi les organisations syndicales estiment indispensable de maintenir la pression dans l'unité d'action. Elles appellent à poursuivre les actions engagées dans les secteurs professionnels et les entreprises et à prendre toutes les initiatives pour construire les mobilisations nécessaires. Elles décident d'une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le 19 mars. Elles se retrouveront le 23 février pour évaluer les résultats de la réunion du 18 février et préciser le sens, le contenu et les modalités de cette journée sur la base de leur déclaration intersyndicale du 5 janvier :

- Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique.
- Améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités dans les politiques salariales.
- Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat.
- Préserver et améliorer les garanties collectives.
- Réglementer la sphère financière internationale.